

« La Commission suit les budgets de très près »

La Belgique reçoit une lettre peu amène de la Commission, lui enjoignant de produire dans l'urgence de nouveaux efforts. Un acte loin d'être anodin. « C'est révélateur du fait que la Commission a la volonté d'être beaucoup plus près de la réalité budgétaire et de suivre la situation budgétaire des Etats de manière beaucoup plus proche que dans le passé, analyse Giuseppe Pagano, professeur de Finances publiques à l'Université de Mons. Nous ne sommes d'ailleurs pas le seul pays à avoir reçu des remarques de la Commission. Dans son courrier, le commissaire indique avoir procédé de la même manière pour Chypre, la Hongrie, Malte et la Pologne. »

Pour autant, le contenu de la

missive de la Commission n'étonne pas outre mesure notre spécialiste. « Sur le fond de la lettre, rien ne m'étonne. Il y a 15 jours, Luc Coene, le gouverneur de la Banque nationale a dit que, vu les prévisions de croissance, il faudrait économiser un à deux milliards d'euros supplémentaires. Aujourd'hui, la Commission

“ On a déjà épuisé toutes les solutions faciles et indolores... » Giuseppe Pagano

ne dit pas autre chose. »

Pour autant, la lettre n'épargne pas les autorités belges. Les évaluations ne sont pas totalement fiables aux yeux de la Commission. « La lettre dit deux choses.

La première, c'est que le gouvernement a surestimé les effets de certaines mesures (les intérêts notionnels, la hausse du précompte mobilier, la baisse des dépenses de soins de santé et le produit de la lutte contre la fraude fiscale). La seconde remarque de la Commission, c'est que le budget 2012 lui-même va provoquer un recul

de la croissance. Partout en Europe, il y a des programmes d'assainissement, qui provoquent des baisses de croissance, et la Belgique, très exposée, n'y échappe pas. Avec ces deux constats, la

Commission parle d'un recul de croissance de 0,5 % du produit intérieur brut, ce qui n'est pas loin des estimations de Luc Coene. »

Rien de neuf avec le soleil, alors ? Si, pour Giuseppe Pagano, ce qui étonne, c'est le timing exigé par la Commission. « Elle semble vouloir une réaction pour lundi, alors que le contrôle budgétaire est prévu pour février. Ce timing est étonnant, plus que les montants cités. Le gouvernement risque de devoir faire son contrôle budgétaire plus vite que prévu. »

Le gouvernement va-t-il devoir trouver des fonds durant le week-end ?

Aux dernières nouvelles, vendredi, on ne se dirigeait pas vers cette option. Ce serait d'ailleurs



GIUSEPPE PAGANO est professeur de Finances publiques à l'Université de Mons. © D.R.

très ardu à réaliser en pratique. « La lettre demande des mesures structurelles pour lundi. Ce sera difficile. Mais la Commission ouvre aussi une porte, en laissant à la Belgique la possibilité de geler les dépenses en attendant le prochain contrôle budgétaire. »

Vu les prévisions de croissance, la Belgique devra sans doute trouver un à deux milliards en février. Et ce ne sera pas simple. « On a déjà épuisé toutes les solutions faciles et indolores, et à présent, on commence à être à court d'idées supplémentaires et indolores. Dans ce contexte, 2 milliards, ce n'est pas rien. »

Politiquement non plus ce n'est pas rien, quand on voit les difficultés qu'il y a eu pour trouver les 11,3 milliards en décembre. « On a un gouvernement avec une aile libérale flamande, et le parti socialiste francophone. Les antagonismes risquent d'être forts au moment où il faudra faire les choix », conclut le professeur. ■

Propos recueillis par
B.Dy